

PLACE ET ROLE DES RELIGIONS DANS UNE SOCIETE HARMONIEUSE.

UN DEFI, UNE INVITATION

"Nous entrons dans une époque fascinante, où le débat sur le sens de la construction européenne devient un enjeu politique majeur. On ne réussira pas l'Europe uniquement avec de l'habileté juridique et un savoir-faire économique. Il est impossible de mettre en pratique les potentialités de Maastricht sans souffle, sans spiritualité. Si dans les dix ans qui viennent nous n'avons pas réussi à donner une âme, une spiritualité, une signification à l'Europe, nous aurons perdu la partie."

Tel est le défi que Jacques Delors, alors Président de la Commission Européenne en 1990, lançait aux Européens. Parla suite Mr Klaus Hänsch, alors président du Parlement Européen, invitant les diverses traditions de pensée à s'impliquer dans la construction de l'Europe.

"La construction européenne chemine dans la difficulté. L'intérêt dominant pour l'économique et le technique occupe souvent les questions fondamentales: quelle Europe ? quel projet commun ? une Europe pour qui ?..... Les traditions humanistes et spirituelles, religieuses et laïques, ne peuvent assister dans l'indifférence à l'histoire qui se fait: leur contribution plurielle à l'édification d'une Europe des citoyens pour tous les citoyens est vitale".

Tant les institutions européennes que les institutions religieuses ont entendu ce défi et de diverses manières ont tenté d'y répondre. Plus de dix ans après l'appel de Delors, la partie est-elle perdue ? Existe-t-il un cadre adéquat pour permettre aux forces humanistes et spirituelles de s'exprimer et d'agir pour donner le souffle à l'Europe ? De chaque côté la volonté est là, mais la tâche est immense et complexe parce que l'Europe est complexe et les forces humanistes et spirituelles, religieuses et laïques ne sont pas nécessairement en harmonie.

LES DIVERSITES DE L'EUROPE

"L'Europe est une pluralité culturelle, et toute définition de l'Europe qui insiste unilatéralement sur l'un des héritages qui l'ont constituée - ex. le christianisme - ne rend pas justice à la dynamique des dialogues interculturels inhérente à l'Europe....

Héritages grec, latin, juif, chrétien, musulman, critique rationnelle, autant d'apports qui ont façonné l'Europe.

L'Europe a tout particulièrement été marquée par la rencontre de la foi et de la raison, de la religion et de la science, par une dialectique de l'affirmation et de la négation, de la croyance et du doute. L'Europe est donc aussi la pensée de la sécularisation et l'interrogation critique permanente. De là ce formidable développement de la science et cette confrontation des traditions religieuses avec une modernité désacralisante.

C'est l'une des originalités de l'Europe d'avoir été le terreau des Lumières ainsi que du développement d'une pensée politique et scientifique autonome par rapport à la religion." (1)

Comme l'affirmait Denis de Rougemont:

"L'Europe ne trouve son unité paradoxale, à la fois évidente et presque informulable, que dans le libre jeu de ses diversités. Mais il est temps de nous demander d'où proviennent ces fameuses diversités, et comment il se fait que l'Europe en ait tant et même les multiplie comme à plaisir, au lieu d'essayer de les réduire. La réponse me paraît simple. Les diversités caractéristiques de la culture européenne s'expliquent

historiquement par la pluralité des origines de notre civilisation; et elles sont entretenues ou renouvelées sans cesse par notre refus déclaré de toute doctrine unique et unifiante, imposée par une force extérieure au mouvement spontané de la culture..... L'Europe nous apparaît immédiatement comme à la fois pluraliste et profane. Culture de dialogue et de contestation, du seul fait de ses origines multiples, et des valeurs souvent incompatibles qu'elle en a héritées, l'Europe n'a jamais pu s'ordonner à une seule doctrine qui eût régi à la fois ses institutions, sa religion, sa philosophie, son économie et ses arts." (Ecrits sur l'Europe, t.1, page 438)

"L'Europe est un ensemble de configurations nationales caractérisées par des cultures religieuses diverses et des modes différenciés de traitement sociopolitique du religieux. Les religions ont joué des rôles variables dans la formation des identités nationales et régionales qui se sont constituées en Europe. Aujourd'hui encore, les pays et les régions d'Europe restent profondément marqués, fût-ce de façon sécularisée, par telle ou telle culture confessionnelle. Ces mondes religieux dessinent des frontières internes à l'Europe, des frontières culturelles."(1)

CONSTRUCTION DE L'EUROPE ET RELIGIONS

"Quelles que soient la géométrie européenne qu'ils mettent en œuvre et les formes d'institutionnalisation qu'ils revêtent (Union européenne, Conseil de l'Europe, Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, Espace économique européen, Association européenne de libre-échange), les processus visant à unifier l'Europe au-delà de ses diversités nationales posent à nouveau la question de l'exercice de la souveraineté politique.....

.....Les processus d'intégration européenne posent inévitablement la question de la place et du rôle des religions dans la vie des sociétés, s'il est vrai que toute affirmation collective, toute institution d'une forme de vivre ensemble doit résoudre, d'une façon ou d'une autre, la question de la présence des dieux dans la cité, présence attestée par diverses formes de socialisation religieuse et d'exercice de l'autorité religieuse. Les façons mêmes dont, dans les différentes sociétés nationales en Europe, s'est institué un mode d'exercice de la souveraineté politique et de la démocratie représentent autant de modalités particulières de traitement des faits religieux. Ces modalités, liées aux singularités historiques de chaque pays, ont généré des imaginaires nationaux spécifiques où la dimension religieuse est souvent présente.

Dans l'Union Européenne, les relations entre les Eglises et l'Etat restent de la compétence des Etats membres. Tout en réaffirmant ce principe, le projet de Constitution européenne soumis à approbation en 2005 a affirmé vouloir maintenir "un dialogue ouvert, transparent et régulier" avec les Eglises, les organisations philosophiques et non confessionnelles des Etats membres. Signe qu'à l'échelle de l'Union européenne, on promeut une laïcité de reconnaissance des religions, c'est-à-dire une laïcité qui, tout en respectant les principes fondamentaux de séparation du religieux et du politique, ne s'interdit pas de prendre officiellement en considération le rôle public des Eglises et des organisations philosophiques dans la vie démocratique des sociétés.

En parlant de Dieu et des rapports de l'Etre humain avec le divin, toute tradition religieuse parle également des rapports des hommes / femmes entre eux et véhicule par là même une certaine vision du monde social.....En bousculant les configurations nationales existantes et la façon dont elles avaient défini leur fonctionnement politique et leur traitement du religieux, la construction de l'Europe constitue donc un formidable bouleversement, posant la question de la place et du rôle du religieux dans la société, donc celle de la laïcité entendue non seulement comme la séparation des Eglises et de l'Etat, mais aussi comme l'indépendance des pouvoirs publics vis-à-vis de tout pouvoir religieux."(1)

CONFERENCE MONDIALE EGLISE ET SOCIETE, du COE. (Conseil Oeuménique des Eglises)

Vingt ans après la fin de la 2^e guerre mondiale, en 1966 le COE éprouva le besoin de convoquer une conférence afin de discerner les nombreux défis posés aux Eglises par la société de l'après guerre. Son thème: "La réponse chrétienne aux révolutions sociales et techniques de notre temps". Elle fit apparaître de nombreuses idées nouvelles sur la justice économique, la responsabilité politique, la justice sociale, la lutte contre le racisme, les relations hommes/femmes, et les défis nouveaux posés par les changements technologiques rapides. Avec cette période de développements œcuméniques et à la suite de la publication du rapport de Vatican II sur "L'Eglise et le monde moderne", la pensée sociale du mouvement œcuménique et de l'Eglise Catholique romaine se situait sur des trajectoires convergentes.

Pendant toute la période de la guerre froide et de la montée du danger d'une 3^e guerre mondiale, toute vie religieuse normale était impossible dans le bloc de l'Est. Même si la pratique religieuse était tolérée, les communautés religieuses ne pouvaient absolument pas se prononcer sur les questions politiques, économiques ou sociales, bref sur tout ce qui touchait à la société. Par contre, les Eglises et communautés religieuses en Europe occidentale ont eu la possibilité d'accompagner les processus d'intégration européenne. Un grand décalage s'est produit au sein des familles religieuses européennes. Cependant, dans une certaine mesure le processus d'Helsinki au travers de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) a permis aux églises des deux blocs de contribuer aux débats, en particulier sur la base de la Convention Européenne des droits de l'Homme.

Dans une période plus récente, et à titre d'exemple, notons un effort concerté des Eglises Catholique Romaine, Orthodoxes et Protestantes d'Europe de s'impliquer dans la construction européenne à l'occasion du premier RASSEMBLEMENT OECUMENIQUE EUROPEEN, à BALE, en mai 1989.

Quelques mois avant l'ouverture du rideau de fer, de la chute du mur de Berlin et de l'effondrement du bloc de l'Est, la Conférence des Eglises Européennes et le Conseil des Conférences Episcopales Catholiques prenaient l'initiative de convoquer un rassemblement auquel ont pu participer des Catholiques, Orthodoxes et Protestants de tous les pays d'Europe, avec pour thème " PAIX et JUSTICE pour la création entière"

Ce rassemblement voulait affirmer que la division de l'Europe en deux blocs antagonistes était inacceptable et ne devait pas perdurer.

"Cinquante ans après le début de la 2^e guerre mondiale, nous constatons qu'il y a un désir croissant de surmonter les divisions de l'Europe. Au sein de nos peuples et dans les relations entre eux, des voix se font entendre - y compris des voix chrétiennes - qui critiquent ces structures, leur reprochant de ne pas garantir suffisamment la justice et la paix et de n'être pas en mesure de répondre avec rigueur et imagination aux menaces qui pèsent sur la création".

Trois défis furent identifiés:

- L'amélioration des relations Est-Ouest dans le processus d'Helsinki. (CSCE)
- Les réformes démocratiques en Union soviétique et dans d'autres pays d'Europe orientale.
- Le processus d'intégration de l'Europe occidentale (Acte unique prévu début 1993)

"La vision de la maison commune nous rappelle que tous les peuples et Etats d'Europe ont des fondements communs dans leur histoire, leur patrimoine culturel, leurs valeurs. Elle nous rappelle aussi que le terme "Europe" ne désigne pas seulement une partie du continent. Dans une maison commune, il y a des responsabilités communes. Il n'est pas

acceptable que certaines parties soient délabrées, alors que d'autres sont somptueuses. Dans une maison commune règne un esprit de coopération et non de confrontation..... Il faut donc un "règlement de maison" élémentaire pour que la vie commune soit possible. Un tel règlement comprendrait:

- Le principe de l'égalité de tous ceux qui y vivent, qu'ils soient forts ou faibles.**
- La reconnaissance des valeurs telles que la liberté, la justice, la tolérance, la solidarité, la participation.**
- Une attitude positive envers les adeptes de religions, de cultures et de conceptions du monde différentes.**
- Des portes ouvertes, des fenêtres ouvertes, en d'autres termes des contacts personnels, des échanges d'idées.**
- Le dialogue au lieu du règlement des conflits par la violence.**

La maison européenne devrait être une maison "ouverte", un lieu de refuge et de protection, un havre d'accueil et d'hospitalité où les hôtes ne subiraient pas de discrimination mais seraient traités comme des membres de la famille. Dans cette maison, personne ne devrait craindre de dire la vérité. Ceux qui vivent dans la maison européenne devraient s'attacher à lutter contre les inégalités entre les riches et les pauvres en Europe, contre la division entre le Nord et le Sud en Europe, contre le traitement discriminatoire des étrangers, contre l'injustice et le chômage de masse, contre l'indifférence à l'égard des jeunes et l'abandon des personnes âgées. Le "pain quotidien" devrait être équitablement partagé entre tous." (Rapport du rassemblement)

Un deuxième RASSEMBLEMENT OECUMENIQUE EUROPEEN s'est tenu à GRAZ, en 1997. Ce second rendez-vous de toutes les familles chrétiennes aborda le problème de la RECONCILIATION. Huit ans après la disparition du rideau de fer, il s'agissait de faire le point et d'évaluer comment les europes occidentales et orientales reprenaient une vie commune. De nombreux participants des pays de l'Est pouvaient s'exprimer librement:

"Dans notre vision de l'Europe, il n'y a pas d'Eglise, pas de citoyens, d'Etats ou de races supérieurs ou inférieurs. Tous les membres de la famille européenne ont droit à la parole dans cette Europe consciente de ses responsabilités et ouvertes aux autres continents..... Tout en reconnaissant les avantages de la mondialisation, nous savons que par elle des hommes et des femmes peuvent être victimes d'intérêts économiques et de décisions qui échappent à leur contrôle. Le fossé entre riches et pauvres se creuse, dans le monde, comme aussi dans de nombreuses régions d'Europe. L'exploitation sans merci des ressources non renouvelables, la pollution de notre environnement et la rupture des écosystèmes causent aujourd'hui des dommages immenses et menacent le bien être des générations futures et de toute la création." (Message du Rassemblement)

Le respect de la personne humaine, sa dignité et la protection de ses droits furent au centre des débats, ainsi que la justice sociale et notamment la lutte pour vaincre la pauvreté, l'exclusion et les autres formes de discrimination. De même, la mise en place d'une pratique nouvelle de la responsabilité écologique eu égard aux générations futures fut débattue.

Une certaine désillusion se manifesta parmi les participants de l'Est, huit ans après leur "libération". L'espérance de changements politiques, économiques et sociaux rapides ne s'était pas réalisée

"La société se voit déchirée entre une petite classe de nouveaux riches et une écrasante majorité de laissés-pour-compte, qui souffrent d'une pauvreté autrefois inconnue. La corruption, l'influence des associations de malfaiteurs, l'inefficacité des législations et la ténacité au pouvoir que manifestent certaines cliques, entravent de surcroît le progrès économique et social".

Un 3^e rassemblement oecuménique européen se déroulera du 4 au 9 septembre 2007 à Sibiu en Roumanie.

L'Atelier en abordant son thème, compte tenu du temps disponible, ne pourra certes pas traiter l'ensemble des défis et opportunités qui interpellent les religions au sujet d'une société harmonieuse en Europe. Comme les exemples donnés plus haut se limitent à des positions du mouvement oecuménique, il sera indispensable de considérer les positions musulmanes et juives, exprimées au travers de leurs organisations représentatives concernant leurs contributions respectives au processus européen.

Quelques pistes de discussion possibles.

- 1.-Qu'entendons nous par société "harmonieuse" Quelles caractéristiques, quelles valeurs, quels buts et objectifs ce qualificatif renferme-t-il ? On a parlé de société "responsable", de société "Juste, Participative et Durable"...et autres.
- 2.-L'UE a des voisins qui sont aussi européens, quels élargissements à venir ? (Turquie, Balkans, quelles frontières à l'Est ? Les questions de religions deviendront-elles des critères de compatibilité ?
- 3.-Dans le modèle actuel de l'UE, comment faire évoluer les questions de Pouvoir, de prises de Décisions et comment augmenter le Contrôle démocratique ? Quelle sera la place faite à la société civile? Aux religions ? Faut-il un cadre spécifique pour le dialogue et la concertation ? Comment aborder la question des "sectes" religieuses et autres mouvements sectaires?
- 4.-Le fonctionnement économique, financier et technique prépondérant néglige les aspects sociaux. Les dommages collatéraux affectent hommes et femmes, dans leur humanité et leur dignité. Comment introduire plus de conscience sociale, atteindre un meilleur niveau de protection des exclus, des exploités, des migrants, des réfugiés ? Comment protéger les citoyens des implacables conséquences de la règle du marché ?
- 5.-Comment préserver la riche diversité des cultures en Europe ? Peut-elle générer une culture de la diversité ?
- 6.-Le souffle dont à besoin l'Europe ne doit-il pas aussi amener une ouverture à l'universel et au souci de l'autre, de l'étranger ? Les religions font toutes partie de familles mondiales. Peuvent-elles agir ensemble en Europe et dans le monde, pour l'établissement et le maintien de la paix et de la solidarité ? Pour ce faire, il importe que le dialogue interreligieux aille bien au-delà de la pratique actuelle qui se limite souvent aux questions internes des vies religieuses respectives. Un Forum interreligieux européen sur l'Europe des citoyens ?

Notes 1: voir Encyclopédie du Protestantisme, (PUF 2007) article Europe page 461

JF 21 août 2007

NOTE PROBLEMATIQUE : ATELIER WS11, Jean FISCHER



<http://creativecommons.org/licenses/by-nd/2.0/fr/deed.fr>